



HAL
open science

Politique structurelle européenne, paysans polonais et développement durable : un rendez-vous différé ?

Catherine Darrot

► **To cite this version:**

Catherine Darrot. Politique structurelle européenne, paysans polonais et développement durable : un rendez-vous différé ?. L'agriculture française et l'agriculture polonaise dans l'Europe de 2007 : expériences partagées et intérêts communs ?, Oct 2007, Paris, France. hal-01462464

HAL Id: hal-01462464

<https://hal.science/hal-01462464>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLITIQUE STRUCTURELLE EUROPÉENNE, PAYSANS POLONAIS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN RENDEZ-VOUS DIFFÉRÉ ?

Catherine DARROT¹

Introduction

Il s'agit dans cet article, basé sur des travaux de thèse de doctorat, d'explorer l'opinion selon laquelle les pratiques d'agriculture familiale polonaises, témoignant d'une tradition sociale et technique ancrée, étaient multifonctionnelles et durables avant même l'invention politique de ces deux termes. Comparer nécessite de parvenir à établir ce rapprochement sur un terrain conceptuel et empirique commun : l'évaluation de la durabilité des pratiques paysanne polonaises dépend du référentiel fixant le cadre de leur analyse.

Cette analyse nécessitait de résoudre un problème théorique : comment comparer les notions de multifonctionnalité de l'agriculture et/ou de développement durable mobilisées par les textes-cadres fixant la nouvelle politique structurelle agricole en Pologne (et par conséquent les objectifs qu'ils assignent aux exploitations) et les pratiques et représentations paysannes sur un terrain conceptuel commun ?

L'approche proposée par le courant français de l'analyse cognitive des politiques publiques nous a paru convenir pour bâtir cette analyse.

Nous précisons d'abord la notion de référentiel de politique publique grâce aux travaux de Jobert [1992], Muller [2000, 2005] et Fouilleux [2000]. Ce concept guidera, dans une première partie, notre lecture des principaux textes fixant les politiques agricoles et structurelles destinées au milieu rural polonais. Après avoir dressé le constat d'existence de deux référentiels contradictoires dans ces textes (un référentiel dit « modernisateur », ou « de marché », et un référentiel dit, selon l'approche privilégiée, « de la durabilité » ou « de la multifonctionnalité de l'agriculture ») porteurs d'une dialectique quant à l'avenir du

¹ (ndr) *Chercheur associée au LADYSS (Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces), UMR SMART-INRA, Laboratoire SPDR (Systèmes de production et Développement Rural), e-mail : catherine.darrot@wanadoo.fr*

modèle paysan polonais, nous ferons dans une seconde partie un détour par les déclinaisons de la notion de multifonctionnalité explicitées par la recherche, afin d'éclairer la posture européenne à l'égard de cette notion.

Cette précision permettra, dans la dernière partie, d'aborder la confrontation entre ce référentiel de politique publique et les pratiques dominantes dans les exploitations familiales polonaises, définies en troisième partie. Les espaces de recouvrement et de divergence seront ainsi décrits et commentés.

La démarche que nous allons exposer permet de conclure à la durabilité objective du modèle de production paysan qui domine en Pologne. Toutefois, cette évaluation positive dans le registre des faits s'accompagne d'appréciations plus variables dans le registre des représentations, tant dans la sphère politique que dans la sphère nationale. Cette situation laisse pour le moment en suspens l'avenir de ce modèle de production au sein de l'Europe élargie.

1 - Cadre théorique : le courant français de l'analyse cognitive des politiques publiques

Il s'agit d'évaluer si les pratiques des exploitations familiales polonaises qualifiables de « traditionnelles », « paysannes », correspondent à une forme d'agriculture multifonctionnelle et/ou durable, c'est-à-dire à un modèle actuellement développé politiquement en Europe de l'Ouest. Cette question conditionne l'avenir de ces exploitations : doivent-elles faire l'objet de restructurations pilotées par la nouvelle PAC, ou leurs pratiques méritent-elles telles quelles un soutien politique (donc financier) européen spécifique parce qu'elles correspondent à des objectifs de politique publique ?

Jobert [1992 : 220-221] considère que toute politique publique repose sur un ou plusieurs référentiels qui permettent d'évaluer la distance qui sépare les faits du terrain, réels, du projet de politique publique. Ces référentiels de politique publique contiennent chacun, à son avis, trois composantes :

Une dimension cognitive, autrement dit un inventaire des problèmes à résoudre et de leurs causes ;

Une dimension normative, qui définit les valeurs que l'on veut respecter au moment de traiter les problèmes ;

Une dimension instrumentale, qui contient les principes d'action à mettre finalement en œuvre pour résoudre les problèmes énoncés.

Ici, la dimension cognitive des politiques structurelles sera constituée par les problèmes de développement rural que la politique publique européenne a identifiés et cherche à résoudre. La dimension normative sera constituée par le ou les modèles agricoles et de développement rural (et plus globalement l'orientation politique d'ensemble) adoptés par l'Union européenne, en particulier pour la Pologne. La dimension instrumentale sera constituée par les mesures de politique structurelle finalement adoptées d'après l'analyse qui précède.

On peut parallèlement considérer que les propriétaires d'exploitations familiales polonaises véhiculent eux aussi des représentations qui s'assimilent à un référentiel. Il faut pour cela considérer qu'il existe suffisamment de dénominateurs communs dans les pratiques agricoles et sociales au sein de ce grand groupe pour pouvoir en proposer une analyse homogène. Cela ne va pas de soi, la mise en évidence de tels dénominateurs communs a constitué une part importante de notre recherche. Une part assez importante de ces exploitants se réfère finalement à un « idéaltype¹ » d'exploitation commune.

Une fois admise cette relative homogénéité de représentations, et dans une certaine mesure de pratiques, on peut considérer que la dimension cognitive du référentiel de politique publique que véhicule - même implicitement - cette catégorie d'agriculteurs est représentée par les raisons - historiques, sociales, techniques, économiques, politiques même - qu'ils avancent pour expliquer leurs choix en terme de conduite de l'exploitation. La dimension normative du référentiel qu'ils véhiculent serait constituée par les valeurs personnelles et collectives qui sous-tendent leurs décisions sur l'exploitation, et plus largement leur représentation du métier d'agriculteur. Les pratiques agricoles, économiques et sociales mises en œuvre par cette catégorie de population constitueraient la dimension instrumentale de leur référentiel endogène.

Nous proposons de comparer les dimensions instrumentales du référentiel paysan et du référentiel de politique publique, lorsque celui-ci s'élabore autour des notions parentes de multifonctionnalité de l'agriculture et de durabilité. Les dimensions cognitives et

¹ Bâti selon l'approche compréhensive proposée par Max Weber, cf *infra*

normatives de ces deux référentiels nous seront utiles pour commenter les raisons des convergences et divergences entre les dimensions instrumentales comparées.

Muller conçoit idéalement la construction d'une politique publique comme l'élaboration d'un consensus : les paysans, mais aussi d'autres catégories (ou « forum » au sein desquels se débat la politique étudiée [Fouilleux, 2000 : 78]) telles que les économistes, les représentants politiques et institutionnels, les chercheurs, les structures de la société civiles, devraient avancer des propositions afin d'impulser une politique structurelle élaborée selon un processus démocratique consensuel. Il souligne que la réalité est malheureusement différente :

« Le processus d'émergence puis de montée en puissance d'un référentiel (c'est-à-dire d'une nouvelle vision d'un problème, d'un secteur, ou de la société) est très loin de prendre la forme d'un « débat d'idées » consensuel. Au contraire, ce processus se caractérise souvent par des formes de violence économique, sociale, voire physique. Cela tient au fait que le processus de formulation et d'imposition d'un cadre d'interprétation du monde (les référentiels) ne se fait jamais sans toucher plus ou moins brutalement aux identités collectives des acteurs impliqués : cheminots, infirmières, paysans, militaires, retraités ou fonctionnaires jouent souvent les formes de leur existence sociale dans ce processus. » [Muller, 2000 : 196]

Notre analyse autorise peut-être à mieux cibler les mesures de développement agricole et rural en Pologne, autrement dit à œuvrer pour élargir l'espace potentiel du consensus démocratique face à un processus politique par trop unilatéral.

2 - Les deux référentiels de politique publique des textes-cadres de la nouvelle PAC en Pologne

Nous avons travaillé sur un corpus de cinq textes de référence européens et polonais, publiés entre 1998 et 2005 :

Agriculture situation and prospects in the Central and Eastern European Countries (Working document), *Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture (DG VI), juin 1998, 151 p*

Agricultural situation in the candidate countries, country report on Poland ; Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture (DG VI), juillet 2002, 34 p

Regular report on Poland's progress towards accession, octobre 2002, Bruxelles, Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture (DG VI), juillet 2002, 162 p

Restructuring and modernisation of the food sector and rural development 2004 - 2006 - National Development Plan for 2004 - 2006, Poland - Sectoral Operational Programme - Ministry of Agriculture and Rural Development, Varsovie, 104 p

Rural Development plan for Poland 2004 - 2006, Ministry of agriculture and rural development, Varsovie, December 2005, 206 p

Les trois premiers, édités par la Commission européenne, dressaient un bilan de la progression de la Pologne vers l'Acquis communautaire et vers les exigences économiques, techniques et sociales fixées pour l'accèsion à l'Union, en particulier dans le domaine agricole. Les deux derniers textes, édités par le Ministère polonais de l'Agriculture, fixaient le cadre analytique et les actions financées par les fonds structurels européens dans le domaine du développement rural.

2.1 - Référentiel « de marché »

Le référentiel « de marché » [Muller, 2000 : 197], directement transposé des modalités d'évaluation des performances du secteur industriel, domine largement les textes européens, et justifie pour le pays un vaste projet de restructuration du secteur agricole qui met explicitement en jeu l'avenir du modèle paysan polonais.

Il s'agit globalement, si l'on reprend le vocabulaire mobilisé dans les textes (et emprunté à l'économie orthodoxe propre au secteur industriel), d'améliorer le niveau de productivité du secteur agricole polonais grâce à une intensification des modalités techniques de production, afin de réaliser des gains de productivité permettant de mieux faire face au durcissement des termes de l'échange [Commission européenne, 2002].

Au-delà de la productivité matérielle et technique, ce projet nécessite, toujours selon ces textes, d'améliorer la productivité du travail : « Il est évident que la fonction sociale d'absorption du travail domestique (au prix de l'efficacité économique du secteur) devrait être limitée dans l'intérêt de la compétitivité » [Ministère de l'agriculture et du développement rural, Varsovie, 2005].

Les trois facteurs de production agricole (terre, travail, capital), doivent concourir, selon ce premier référentiel, à améliorer la compétitivité du secteur : grandes exploitations, performance technique, remplacement d'une main-d'œuvre nombreuse par un machinisme performant, l'ensemble permettant des économies d'échelle capables d'abaisser les coûts de production afin de gagner des parts de marché. C'est la dimension normative du référentiel.

La dimension cognitive porte sur l'analyse de la situation nationale : les exploitations sont dans l'ensemble trop petites, trop peu technicisées, trop peu rentables.

La dimension instrumentale de ce référentiel « de marché », autrement dit l'orientation des aides publiques mises en œuvre d'après ce référentiel, a par conséquent pour vocation de transformer la « petite agriculture » grâce à « d'intenses restructurations » [Commission européenne, 2002]. La première priorité énoncée dans le Sectorial Operational Program (SOP) [Ministère de l'Agriculture, Varsovie, 2004] s'intitule « Soutien aux changements et aux ajustements pour l'agriculture et le secteur agro-alimentaire ». Les deux premières mesures du Règlement de Développement Rural (RDR) s'organisent, elles, autour des projets suivants : « Organiser les conditions de vie et de travail dans un sens qui correspondent à des standards civilisationnels appropriés et permette aux résidents d'atteindre ce but ; restructurer le secteur agricole, permettre l'ajustement de l'agriculture aux changements économiques et structurels » [Ministère de l'Agriculture, Varsovie, 2005 : 71]. Ces paragraphes rassemblent des mesures visant à orchestrer et outiller le projet de restructuration du secteur.

2.2 - Référentiel « de la durabilité » ou « de la multifonctionnalité »

Un second référentiel nous paraît présent dans ces documents. Une partie des textes comporte des analyses et des mesures paradoxalement favorables aux exploitations familiales petites et moyennes. Les termes de « multifonctionnalité » et « durabilité » (*sustainability*) reviennent fréquemment dans les paragraphes concernés. C'est par conséquent en analysant les occurrences de ces deux termes dans les textes que nous avons approché ce second référentiel.

Il en ressort un projet plus global pour le milieu rural, associant aux objectifs économiques des propositions plus larges : soutenir l'héritage naturel et culturel du pays, renforcer

l'environnement économique local, créer des emplois (et pas seulement en supprimer, comme le prévoit le référentiel de marché dans son projet de restructuration), maintenir la population rurale, améliorer les capacités organisationnelles des communautés rurales [Commission européenne, 2002].

La composante normative de ce second référentiel s'appuie sur une composante cognitive qui identifie les problèmes suivants : bonne qualité environnementale du milieu rural polonais, qui risque d'être mise en péril par une agriculture plus intensifiée ; fort taux de chômage (particulièrement entre 2002 et 2005, période d'élaboration des textes) imposant non seulement le maintien des activités rurales, mais la création de nouveaux emplois ; risque d'uniformisation et d'appauvrissement de l'héritage culturel du milieu rural en cas de fort exode rural et d'adoption d'un modèle « industriel » dominant en agriculture ; lutte contre les risques de pauvreté et de moindre équipement matériel en milieu rural. [Ministère de l'agriculture et du développement rural, 2004]

L'analyse est à la fois économique, sociale, culturelle, écologique, et justifie une seconde batterie d'aides européennes au secteur agricole et rural polonais, traduction instrumentale de ce référentiel. Les mesures mises en œuvre dans le cadre du Sectorial Operational Program (SOP) « Restructuration du secteur agro-alimentaire et développement rural » [Ministère de l'Agriculture, Varsovie, 2004] sont organisées autour de deux priorités, la seconde s'intitulant explicitement « Développement durable des zones rurales », et proposant sept groupes de mesures détaillées et dotées financièrement par l'Union. Le Règlement de Développement Rural (RDR), second document de référence édité après 2003 figurant dans notre corpus de textes, est organisé autour de trois objectifs, le troisième s'intitulant « Assurer des conditions de développement durable des zones rurales, la protection de l'environnement, et l'héritage culturel rural » [Ministère de l'Agriculture, Varsovie, 2005 : 71]

S'agit-il d'une traduction de la notion de multifonctionnalité agricole ? De durabilité ? Les textes ne définissent clairement aucun de ces deux termes avant d'en adopter l'usage. Tout au plus subordonnent-ils l'un à l'autre, la multifonctionnalité étant apparemment appréhendée comme la traduction agricole d'un projet de développement durable plus globalement rural :

*Sustainable development is the long-term objective for rural areas. This notion encompasses simultaneous action in several directions: towards the **multifunctionality** of*

agriculture and rural areas, towards environmental protection of rural areas, towards the reduction of unemployment, and towards the enhancement of both the living conditions of rural populations and the economic and social functions of rural areas » [Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Varsovie, 2004]

Nous essaierons de préciser l'articulation de ces deux notions afin de consolider notre analyse.

2.3 - Articulation entre ces deux référentiels dans les textes étudiés

La cohabitation politique et pratique de ces deux référentiels, « marché » et « durabilité », peut paraître difficile. Elle est rendue possible parce que ces deux projets sont pensées pour deux types d'exploitations différents : d'une part des exploitations spécialisées et compétitives sur les marchés, d'autre part une forme d'agriculture soutenable, consacrée à des productions moins intensives et plus diversifiées, moins agressives pour l'environnement. Le projet « multifonctionnel » est proposé par défaut, pour les exploitations incapables d'entrer dans le projet relatif au référentiel « de marché », nettement mis en avant par les textes.

*« A “serious structural problem lies in the low level of farm specialisation. This undermines farming efficiency, technological progress and the competitiveness of farmers on the market. However, we can assume that the stabilisation of markets under the CAP on the one hand, and the access to investment support Plans on the other, are very likely to be conducive to the establishment of **specialised agricultural holdings**. The multifunctional character of agricultural holdings engaging in **mixed production forms** sounds foundations for the development of Polish agriculture in a sustainable, environment-friendly way. [Ibid.] »*

La prédominance du modèle “industriel”, « de marché » sur le modèle « multifonctionnel/durable » est claire, le second étant englobé dans le premier, et constituant un objectif à moyen terme quand le premier doit occuper dès à présent toutes les énergies.

*« The multifunctional development of rural areas and agriculture should **in the long term** become as important as the efforts to maximise the economic impact of structural assistance through directing it to “leading” domains and areas. [Ibid.] »*

Le référentiel de la multifonctionnalité/durabilité apparaît manifestement plus favorable à la catégorie d'exploitations familiales petites et moyennes qui nous intéressent. Ses contours, et l'articulation entre ses deux notions fondatrices, restent flous dans les textes. Nous devons, pour progresser dans notre raisonnement, en adopter une approche plus claire. Les analyses proposées par les chercheurs travaillant sur ces questions procurent des précisions.

3 - La notion de durabilité et de multifonctionnalité selon la recherche

3.1 - Deux approches

Selon l'agroéconomiste Gilles Bazin [2003], « il n'existe pas aujourd'hui de consensus sur une définition opératoire de la multifonctionnalité, mais des approches divergentes se font jour » ; deux catégories d'approches, plus précisément.

L'approche dite « *positive* », « cherche à définir les différentes fonctions de l'agriculture en identifiant celles qui relèvent de la libre concurrence sur les marchés, de celles qui peuvent justifier d'une intervention publique ciblée et dé耦plée » [*Ibid.*]. Le référentiel du marché débouche sur « un double constat : il déclenche une crise des politiques agricoles [et...] ne parvient pas à répondre de manière adéquate aux nouvelles exigences sociales que suscite le phénomène de la mondialisation [...] Le paradigme multifonctionnel naît de cette limite » [Massot-Marti, 2002].

On trouve dans cette définition une traduction de la notion d'externalités telle qu'elle est abordée par les économistes, qui consiste à tenter d'évaluer les coûts marginaux d'une activité - positifs ou négatifs - non inclus dans la sphère des relations économiques directes [Callon, 1999], afin éventuellement d'en réintégrer le coût dans les modalités de l'échange marchand, ou - comme ici en ce qui concerne les effets de l'agriculture européenne pour le reste de la société - de couvrir ces corollaires non-marchands de l'activité par les aides publiques.

Ce premier mode d'approche de la multifonctionnalité présente « un intérêt analytique et une signification politique, mais aux marges, en dehors de l'activité productive principale ». [Perraud, 2003]

Cette approche « exige de mesurer l'offre et la demande sociale de chaque produit dérivé de l'activité agricole en terme monétaire pour qu'il soit possible d'élaborer des politiques

de soutien public » [Massot-Marti, 2002], opération en pratique irréalisable, ce qui rend finalement inapplicable politiquement cette forme d'approche de la multifonctionnalité. Elle ne peut alors être comprise que comme un « alibi idéologique, [...] une simple excuse pour maintenir la PAC en l'état » [Ibid] maniée lors des négociations commerciales comme un « moyen de déséquilibrer les membres de l'OMC, notamment ceux dont les stratégies [...] reposent sur les avantages attendus d'une libéralisation totale des marchés agricoles » [Ibid]

Une seconde « approche dite « *normative* » [de la MFA] s'attache plutôt à [en] définir les objectifs et les moyens publics pour les soutenir [...] en les considérant comme des choix de société » [Bazin, *op.cit.*]: une telle définition, qui place la MFA « au centre de la définition même de l'agriculture » [Ibid.], interroge la notion de cadrage/débordement développée par Callon [*op. cit.*] dans son analyse des externalités. Là se situe selon lui un des apports possibles de la sociologie dans la réflexion économique, lorsqu'il s'agit d'évaluer la légitimité de différentes catégories d'agents dans une négociation selon la nature de leur implication et des arguments qu'ils mobilisent. Le débat politique autour de la MFA mobilise, si l'on adopte cette approche, l'ensemble des acteurs sociaux autour de questions aussi amples que les choix de développement, l'état du milieu de vie pris d'un point de vue communautaire...

Cette seconde version de la multifonctionnalité s'apparente, et cela nous intéresse tout particulièrement, à la notion de développement durable, qui vise « à satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs » [Brundtland, 1988], à l'échelle non plus strictement professionnelle, mais sociétale. Cette approche élargit la question dans le temps et dans l'espace, en mettant en question par exemple la légitimité de la mise en concurrence commerciale entre pays aux niveaux de développement inégaux, ou la surexploitation des ressources naturelles.

3.2 - Adoption d'une des deux approches pour poursuivre

Les modalités globales de la PAC témoignent de l'adoption de l'approche « positive » de la MFA : le premier pilier de la PAC vient soutenir les fonctions de l'agriculture directement productives et destinées au marché, lorsque une partie des mesures structurelles du second pilier ont pour objectif de soutenir « une agriculture environnementale et territoriale fournisseur de biens et de services attendus par la frange

aisée des citoyens» [Bazin, *op. cit.*]: générant une dualisation des systèmes agraires européens, et des territoires concernés, une telle politique « constitue, de fait, une négation de la multifonctionnalité » [Ibid.], puisqu'elle spécialise davantage chaque système dans sa caractéristique première, ici la production primaire d'aliments à faible coût, là paysages récréatifs et produits alimentaires dits « de qualité » accessibles aux plus nantis.

Au contraire, et c'est contradictoire, les textes-cadres européens que nous explorons témoignent de l'adoption de la définition « normative » de la multifonctionnalité lorsqu'il s'agit de fixer les modalités de soutien aux exploitations peu intensives et pluriactives en Pologne : le projet de développement durable, réfléchi de manière globale, semble soutenir l'argumentaire général. Confiner cette approche holiste à certaines régions ou certaines catégories de population représente toutefois une rupture logique.

Le projet national et européen témoigne en définitive d'une ambivalence entre ces deux versions de la MFA. Il nous faut, pour notre part, en adopter une pour pouvoir évaluer les « performances » multifonctionnelles/de durabilité des exploitations paysannes polonaises dans un référentiel explicite. Dans la mesure où la notion de multifonctionnalité est subordonnée, à chacune de ses occurrences dans les textes, à la notion de durabilité (*sustainability*), c'est ce référentiel de l'agriculture durable, et ses outils d'évaluation, que nous choisissons de mobiliser.

Ce choix nous rend service : comme nous allons le montrer, le référentiel endogène paysan est de nature « holiste », il constitue une vision d'ensemble associant construction sociale, organisation économique et choix technique, dans un ensemble cohérent et lié. Cette caractéristique le rapproche davantage de la version « normative » de la multifonctionnalité (apparentée à la notion de durabilité des pratiques en agriculture) que de sa version « positive », plus fragmentaire.

4 - Le référentiel endogène de l'agriculture paysanne polonaise

4.1 - Références théorique

Argumenter en faveur (ou contre) la multifonctionnalité/durabilité du modèle paysan polonais implique une forme de modélisation de ce système sur la base de caractères homogènes.

Dans un article-testament daté de 2002, Mendras restitue un modèle général de « la paysannerie » européenne, articulé autour des contributions de Redfield, de Tchayanov et Tepicht, de Servolin, Grémion, Jollivet, Lamarche. Il tient en cinq caractères :

« Autonomie relative de la collectivité locale à l'égard d'une société englobante qui la domine et respecte son originalité ; groupe domestique qui structure la vie économique et la vie sociale laissant peu d'importance à la parentèle ; autarcie économique orientée vers la consommation familiale qui ne distingue pas consommation et production : les surplus sont prélevés par l'autorité englobante et vendus sur le marché, le travail familial n'est pas comptabilisé ; rapports d'interconnaissance : au sein de la collectivité chacun connaît tout le monde [...] ; rôle de médiation des notables qui assurent tous les rapports [...] avec la société englobante ».[Mendras, 2000]

Nous avons complété et précisé cette approche en ajoutant l'apport de l'agronomie systémique, qui, dans une perspective interdisciplinaire compatible avec la définition centrale de Mendras, se définit comme « une approche diachronique et synchronique simultanée des relations au sein de l'ensemble constitué par le peuplement végétal, le climat, le sol, et soumis à l'action de l'homme en vue d'une production » [Sébillotte, 1974]. Ce point de vue spécifique sur l'agronomie souligne le caractère décisif des objectifs de l'agriculteur. « Ces recherches ont été à l'origine d'un point de vue nouveau pour l'agronomie sur l'activité technique des agriculteurs. Elles consistaient à postuler que ceux-ci avaient des raisons de procéder comme ils le faisaient et qu'il fallait tenter de comprendre ces raisons avant toute proposition de changement. » [Desfontaines, 1992].

C'est dans cette perspective compréhensive que nous avons entrepris nos recherches de terrain. Nous avons bâti, en adaptant le modèle de Mendras, un idéaltype plus spécifique de la paysannerie polonaise, selon la méthode compréhensive wébérienne, qui consiste à agréger « une série d'événements construits par la pensée qu'on retrouve très rarement avec leur pureté idéale dans la réalité empirique et souvent pas du tout, mais qui d'un autre côté, parce que leurs éléments sont pris à l'expérience et seulement accentués par la pensée jusqu'au rationnel, servent aussi bien de moyens heuristiques à l'analyse que de moyens constructifs à l'exposé de la diversité empirique » [Weber, 1951 : 396-397]

4.2 - Trame pour un référentiel paysan valide pour la Pologne européenne

4.2.1 - Le référentiel endogène

45 monographies d'exploitations familiales petites et moyennes ont été réalisées dans quatre régions de la Pologne¹ au cours de notre terrain de thèse de 2003 à 2006. Ces exploitations ont été choisies parce que, selon leur entourage, elles reflétaient à la fois le système local « traditionnel » et comme explicitement actives pour poursuivre leur activité, gage de stratégies élaborées dans ce sens. Quatre des cinq points du modèle général de Mendras ont finalement été retenus et adaptés afin de caractériser ce modèle de production.

Maximisation de l'autonomie : Les consommations intermédiaires (fourrages, fertilisants organiques), sont conduites au maximum de potentiel technique de l'exploitation, avec une complémentarité aussi poussée que possible entre productions végétales et élevage. La consommation d'intrants chimiques est minimisée grâce au recours aux rotations culturales et aux fertilisants minéraux autoproduits. L'objectif d'autonomie en matière de fourrage et de bois, et de minimisation du recours aux intrants chimiques, justifie le maintien sur les plus mauvaises terres de prairies permanentes et d'espaces de forêt paysanne (régions de l'Est surtout). La ration alimentaire de base de la famille est autoproduite sur l'exploitation. Cette stratégie d'autonomie s'exprime aussi dans le domaine économique, à travers de très faibles recours aux emprunts, remplacés par l'auto-construction, le recyclage matériel, l'entraide intra- et extra-familiale...

Société locale d'interconnaissance comme facteur déterminant de survie en marge de la sphère économique visible : les besoins de la communauté locale sont satisfaits en priorité grâce au recours à « l'entre-soi paysan », qui mobilise les savoir-faire de la communauté locale dans la sphère de l'économie informelle (produits agricole non transformés, transports, échanges de machinisme, services aux personnes...) [Darrot, Mouchet, 2007]

Importance du **groupe domestique** et de la famille élargie, dont les **relations de solidarité** sont fondées sur le lien avec l'exploitation, source de sécurité de base Le renouvellement des facteurs de production est assuré par l'injection de fonds propres issus de l'exploitation, des pensions de retraite, des salaires (emplois occasionnels ou permanents) et des mandats de l'immigration, grâce à une stratégie liant les membres de la famille élargie autour de l'exploitation. Celle-ci leur procure en retour la sécurité de base en cas de

¹ Communes de Knyszyn (voïvodie de Podlasie), Zator (voïvodie de Małopolska), Drobin (voïvodie de Mazovie), Stęszew (voïvodie de Wielkopolska)

crise personnelle comme nationale (toit, alimentation, statut). Les besoins de main-d'œuvre occasionnelle sont pourvus selon le même mode.

Travail non comptabilisé (absence de salaire, non dissociation de la comptabilité familiale/agricole). Le système de production est conduit de manière duale, certaines productions étant uniquement consacrées à l'autoconsommation et à l'autoproduction des intrants, d'autres étant consacrées à la fois à l'autoconsommation et à la vente. L'articulation entre autoconsommation et vente, et entre volumes respectifs des productions de vente, est définie annuellement par les conditions du marché : le système de production est plastique grâce à son faible degré de spécialisation. La rémunération du facteur « travail » n'entre pas en ligne de compte, l'objectif étant la satisfaction des besoins matériels comme financiers du groupe familial et le maintien de la structure de production. Le dosage du volume de travail mobilisé n'intervient qu'en termes de maximisation du rapport bénéfice matériel/effort fourni, à travers une articulation entre salariat (dont les bénéfiques sont incorporés dans l'exploitation) et production agricole. La « rentabilité » de ce système, de nature matérielle et vivrière, n'est pas restituée par l'approche économique orthodoxe.

4.2.2 - Quelle part de la population concernée ?

Il est difficile de chiffrer avec précision la population concernée par ce modèle car ses limites sont fluctuantes. Les modalités de « sortie » vers d'autres formes d'organisation du mode de vie sont progressives : abandon relatif de la production agricole dans les exploitations où la situation est qualifiable de « déprise », spécialisation et intensification progressive du système d'exploitation avec un investissement plus intense en matériel et en temps de travail dans les exploitations évoluant vers le modèle occidental [Halamska, 2004 ; Bafoil, 2007]. Le RDR [Ministère de l'Agriculture, Varsovie, 2005 :19] propose la classification suivante de la population agricole nationale : 17% d'exploitations permanentes ou temporaires, 12,7% d'exploitations de subsistance, 37,4% d'exploitations de semi-subsistance (articulant productions vouées à l'autoconsommation et à la vente), 47,4% d'exploitations « commerciales » (dont la production a pour principale vocation d'être vendue).

Nous pensons que l'ensemble du groupe d'exploitations de semi-subsistance peut être apparenté à l'idéaltype que nous décrivons. Le reste de la population « paysanne » peut

être évalué entre une fourchette haute et une fourchette basse. Toutes les exploitations du groupe des exploitations de subsistance peuvent éventuellement être écartées, au titre de leur faible activité, mais nos recherches montrent qu'une petite part de ces exploitations (15% d'entre elles environ) ne traverse cette situation que provisoirement en préparant une phase de relance, ce qui représenterait 1,6% des exploitations du pays.

De même, une part des exploitations commerciales maintient globalement un système paysan, d'autres sont apparentées au système intensifié hétéronome occidental : compte-tenu de la nature progressive de cette transition, nous estimons que 1/3 à 2/3 des exploitations de ce groupe relève d'un modèle paysan plus ou moins intensifié, selon nos observations empiriques, soient 15% à 30% des exploitations polonaises.

En agrégeant les chiffres d'après ces considérations, le modèle paysan « actif » concernerait par conséquent de 52% à 69% des exploitations polonaises, selon les limites étroites ou larges qu'on lui assigne. La réalité se situe sans doute aujourd'hui aux alentours de 60% de la population agricole polonaise, concernées par l'analyse que nous proposons dans la suite de l'article.

5 - Tentative de croisement du référentiel de politique publique de la multifonctionnalité et du référentiel endogène paysan

5.1 - Construction empirique d'une batterie d'indicateurs

La construction d'indicateurs nous a semblé un moyen efficace d'évaluer le potentiel de durabilité du système paysan polonais dans un cadre propre à refléter le référentiel européen de la multifonctionnalité/durabilité (MFA/DD). L'usage de tels outils permet d'élaborer *«une sorte de langage de négociation : entre les agriculteurs, entre les agriculteurs et le reste de la société (en particulier entre les agriculteurs et les autres acteurs du monde rural), entre les agriculteurs et les décideurs politiques enfin.»* [Darrot, Mouchet, 2005] : le caractère objectif et en principe mesurable des indicateurs permet d'objectiver la confrontation entre référentiels distincts.

« Le principe en est relativement simple : il s'agit de grilles d'indicateurs rendant chacun compte d'un aspect de la durabilité dans le domaine choisi (par exemple la gestion de la matière organique, l'emploi des pesticides, la participation à des travaux en réseaux, la dépendance vis-à-vis des aides à l'agriculture). Selon la valeur de l'indicateur, il lui est

attribué une note (ou score). Les principales difficultés tiennent au choix des domaines retenus, à la construction des indicateurs (qui doivent notamment être pertinents, fiables, précis et lisibles), à l'élaboration et la validation du barème des notations et au choix des pondérations, qui traduisent les hiérarchies que les constructeurs de la grille ont établies lors de la définition de ce qu'est pour eux une agriculture durable dans un contexte spatial et temporel donné. » [Ibid.]

Il s'agit d'évaluer les performances du groupe central des exploitations assimilées au modèle paysan dans notre échantillon d'enquêtes, simultanément dans un deux référentiels : celui de la MFA/DD d'après les textes européens, et celui de l'idéaltype paysan, référentiel endogène (on mesure ici l'écart entre la performance effective d'exploitations « tangibles » et un modèle « parfait » de l'exploitation paysanne, sans distorsion).

Le référentiel de la MFA/DD véhiculé par les textes européens se révèle trop étroit pour rendre compte des performances de ce système paysan dans le domaine, large, de la durabilité en agriculture. Nous avons par conséquent mobilisé en complément une méthode d'évaluation de la durabilité des exploitations éprouvée en France, la méthode IDEA (Indicateurs de Durabilité des Exploitations). Cette méthode, élaborée par un groupe d'experts scientifiques, enrichie et validée sur une longue période, répondait initialement à une commande ministérielle : il s'agissait de permettre aux étudiants du domaine agricole de disposer d'un outil fiable et accessible. Sa pertinence a élargi progressivement sa mobilisation aux structures d'encadrement agricole (chambres d'agriculture), et aux groupes de pairs agriculteurs souhaitant ouvrir une réflexion sur l'évolution de leurs pratiques.

Cette méthode consiste à évaluer la durabilité d'une exploitation dans trois domaines : agro-écologique, socio-territorial, économique à l'aide d'indicateurs.

Nous avons adapté cette méthode à notre terrain polonais de deux manières :

Ces indicateurs reflètent globalement la logique d'exploitations inscrites sur le territoire français, la réalité polonaise se révèle différente. Tout en gardant l'esprit de chaque indicateur, nous avons adapté chacun d'entre eux afin de parvenir traduire le fonctionnement des exploitations enquêtées en Pologne.

L'utilisation de la méthode IDEA est prévue à l'échelle d'une exploitation, alors que nous l'avons appliquée à un groupe. Pour ce faire, nous avons sélectionné les exploitations de notre échantillon les plus proches du système paysan idéal-typique que nous avons décrit (24 exploitations/41), en écartant les exploitations « en repli » et les exploitations évoluant vers un autre système, de type modernisé/intensifié/très lié au marché d'amont et d'aval, à l'occidentale. Pour chaque indicateur, nous avons considéré la moyenne du résultat observé dans ce groupe-noyau.

5.2 - Construction des tableaux de synthèse

Trois tableaux de synthèse ont été bâtis, de manière à refléter la logique IDEA, rendant compte respectivement des performances du groupe étudié dans le domaine agro-écologique, socio-territorial, économique.

Les *lignes* de chaque tableau mettent côte à côte les catégories initiales d'indicateurs de la méthode IDEA, et l'intitulé abrégé des mesures de soutien financier prévues par le SOP et le RDR en Pologne : cette présentation permet de visualiser d'emblée quels domaines de la durabilité sont bien pris en compte par ces textes européens, et quels domaines sont occultés.

Tableau 2 : évaluation de la durabilité dans le domaine socio-territorial

Composantes Socio-Territoriales	Indicateurs IDEA	RDR et SOP	Norme exogène hors référ. Paysan	Référentiel paysan								
				Autonomie à l'égard de la société englobante			Importance du groupe familial		Société locale d'interconnaissance		Trav. non compt.	
				Tétrapartition de la SAU	Complémentarité cultures-élevage	Autonomie	Foncier, patrimoine familial	Répartition intrafam. du trav.	Savoir-faire, normes	Diversific. des activ., (econ. informelle)	Compos ^{on} revenu famil.	
Qualité produits, terroir	B1. Démarche qualité		Démarches de qualité									
	B2. Valoris ^{on} patrim ^o + pays ^o	SOP. Restauration patrimoine bâti	Restauration patrimoine bâti				Restauration patrimoine bâti		Restauration patrimoine bâti			
	B4. Accessibilité l'espace		Non clôture espace, tolérance de passage						Non clôture espace, tolérance de passage			
Emploi services	B6. Valoris. par filières courtes	SOP Transfo. Pdts agric. et forest.				Transfo. pdts ferm. ou forest. Pour famille				Transfo. de pdts ferm. ou forest. Pour famille		
		SOP Vente directe pdts ferm.				Vente dir. de pdts ferm. non transfo.				Vente dir. de pdts ferm. non transfo.		
	B7. Services, pluri-activ.	SOP. Artisanat	Prod ^{on} artis. pour vente				Prod ^{on} artis. pour vente					
		SOP Tourisme rural et loisirs	Offre services agri-tourist.									
		SOP Location réparation machin. Agric.				Echanges services machin. Agric.					Prod ^{on} artis. pour vente	
	B9. Travail collectif	SOP Services véto					Entraide dans le domaine vétérinaire				Entraide dans le domaine vétérinaire	
			SOP. Location réparation machin.				Echanges services machin. Agric				Echanges services machin. Agric	
						Recyclage réparation machin. Agric.				Recyclage réparation machin. Agric.		
						Entraide hors famille				Entraide hors famille		
					Collecte lait collabor. (petits volumes)					Collecte lait collabor. (petits volumes)		
B10. Pérennité						Succession récente ou prévue						
Ethique et développement humain	B11. Contribution à l'équil. Alim. Mond.				Taux importation des alim. du bétail							
	B12. Formation		Participation a formations						Transmission, intrafamiliale des savoirs techniques			
	B14. Qualité vie		Congés						Congés		Logemt et équit matériel familial	
				Qualité milieu de vie								
	B15. Isolement								Vie soc. locale (fêtes, repré ^{on} sociale...)	Facilité déplaçts moyens ou lointains		
B16. Accueil, sécurité			Stockage, usage sécur. des phyto.									

En fin de tableau, plusieurs indicateurs spécifiques à la Pologne ont été ajoutés : la logique du système paysan polonais outrepassé, à certains égards, le domaine couvert par la méthode IDEA, notamment dans le domaine économique.

Les *colonnes* mettent côte à côte les quatre catégories initiales du modèle paysan de Mendras, puis les rubriques de notre propre idéaltype : les correspondances sont ainsi visualisables. Nous avons en outre ajouté une colonne importante, intitulée « norme exogène (hors référentiel paysan) ». Elle permet de rendre compte de certaines performances de ces exploitations dans des domaines attendus par le reste de la société (et pris en compte par la méthode IDEA et éventuellement les deux textes européens), mais ne correspondant pas particulièrement à la stratégie des exploitants polonais : si le score obtenu pour les indicateurs concernés est élevé, c'est par hasard ; s'il est faible, cela n'est pas surprenant.

Enfin, les indicateurs que nous avons bâtis pour évaluer la durabilité du système paysan polonais dans ce double référentiel (IDEA et référentiel endogène reflété par notre idéaltype) ont été placés dans les cases adéquates du tableau. Soulignons qu'un même indicateur peut apparaître dans plusieurs cases, lorsqu'il correspond simultanément à plusieurs caractéristiques pour l'un ou l'autre des deux référentiels d'évaluation. L'intitulé de l'indicateur est noté en abrégé. En outre, les cases concernées ont été grisées avec une intensité de gris équivalente au score obtenu en % du score maximal possible : une case blanche équivaut à un score (une performance) nul, une case noire équivaut au score maximal (100%). Dans l'intervalle, tous les niveaux de gris sont possibles, de 10 à 90%. Une case vide, sans texte, signifie l'absence d'indicateur.

On obtient ainsi une lecture visuelle des performances de notre groupe d'exploitations simultanément dans les deux référentiels mobilisés.

En outre, et peut-être surtout, on visualise de cette manière les domaines où la stratégie paysanne endogène rencontre spontanément les objectifs européens, et les domaines de divergence.

6 - Résultats - domaines de recouvrement/divergences entre référentiels

6.1 - IDEA et Politique structurelle européenne

Les mesures prévues par la politique structurelle (RDR et SOP) s'attachent particulièrement à soutenir la durabilité des exploitations dans le domaine agro-écologique (maintien de la

biodiversité, organisation de l'espace agricole et rural, bonnes pratiques agricoles), et dans le domaine du développement de la qualité des produits, de la notion de terroir. De manière plus organisationnelle, certaines mesures cherchent à soutenir l'emploi rural et les démarches collectives.

En revanche, la méthode IDEA se penche sur d'autres domaines de la durabilité qui ne sont pas représentés dans la conception des aides publiques, en particulier dans le domaine de l'éthique et du développement humain (sur le plan collectif comme individuel).

Dans le domaine économique, la méthode IDEA évalue la capacité des exploitations à économiser les moyens, à réduire les dépenses (monétaires, énergétiques, structurelles...), et globalement à s'inscrire dans une démarche d'autonomie accrue. Au contraire, les modalités d'application des aides SOP et RDR restent subordonnées au référentiel « de marché » qui les domine, et valorisent finalement les exploitations « viables », « performantes », autrement dit plus attachées à l'accroissement de leur produit brut et à leur degré d'insertion dans le marché qu'à la réduction des charges intermédiaires : stratégie qui ne trouve aucune occasion de valorisation dans les mesures européennes, stratégie économe en revanche exprimée par les exploitations étudiées, et qui trouve l'occasion de son évaluation explicite par la méthode IDEA.

Autrement dit, l'approche économique proposée par IDEA et par les textes portant les mesures structurelles sont contradictoires.

6.2 - IDEA et spécificité du système polonais

La méthode IDEA, malgré sa richesse, demeure centrée sur l'exploitation, ses activités, ses résultats économiques. La pluriactivité n'y est appréhendée qu'à travers son lien direct avec l'exploitation : transformation et vente de produits, accueil, entraide (par le biais du machinisme par exemple)...

Il n'est pas possible de rendre complètement compte de la logique (et donc des performances) des exploitations que nous étudions dans ce seul cadre : les familles n'établissent pas de frontière nette entre exploitation et activité salariée (la seconde finançant la première, la première permettant de limiter et d'articuler le recours à la seconde...), entre périodes de la vie active et non active (les « retraités » contribuant souvent à compléter la main-d'œuvre familiale, et le revenu grâce à leurs pensions, mais étant aussi pris en charge financièrement et

matériellement par le reste de la famille résidant sur l'exploitation si leur autonomie se réduit...).

Les cinq indicateurs spécifiques que nous avons ajoutés rendent compte de la « performance » socio-économique des familles en tenant compte de ces logiques spécifiques. En particulier, le dernier indicateur, intitulé « niveau de vie », montre qu'elles obtiennent un niveau de vie (par des apports tant matériels que financiers) supérieur à la moyenne nationale grâce à leur stratégie d'autoconsommation, de solidarité intergénérationnelle et de pluriactivité qui outrepassent les limites de l'activité agricole et para-agricole, tout en y restant complètement liée.

6.3 - Performance du groupe d'exploitations étudiées dans le domaine de la durabilité

6.3.1 - Domaine agro-écologique

On peut observer que c'est dans le registre agro-écologique et productif que ce système se montre le plus proche des objectifs européens, et de ceux qu'évalue la méthode IDEA. La stratégie de réduction des dépenses des exploitations enquêtées se traduit par le maintien de méthodes agronomiques limitant le recours aux intrants chimiques : rotations culturales, maintien d'une tête de rotation sarclée et fumée fertilisante et « nettoyante », fort lien entre ateliers de production animale et végétale favorisant l'usage de fertilisants organiques, la réduction des achats d'aliments importés (issus de cultures très mécanisées et fertilisées sur le continent américain)... L'impact environnemental de ces pratiques est évalué positivement dans le domaine de la diversité végétale et animale, de la protection des ressources en eau et du sol, de la restriction des dépendances énergétiques des systèmes (carburants et produits issus de l'industrie pétrolière).

La stratégie d'autonomie se traduit aussi par la valorisation maximale d'espaces naturels locaux variés : pâtures, bois et forêts, bien représentés dans le système de production. Les zones humides ne sont ni drainées ni cultivées, mais valorisées par le pâturage tardif ou la production de bois. À nouveau, les scores obtenus sur les indicateurs de diversité paysagère et de production des ressources naturelles sont ainsi accrus.

En revanche, les performances paysannes en terme de diversification des élevages, d'autonomie en bois de chauffage, sont moindres, de manière assez ponctuelle par rapport à l'ensemble de cette rubrique (tableau 1) : toutes deux sont dues à un appauvrissement du modèle idéal-typique dans sa traduction dans les exploitations visitées, sous l'effet des

contraintes sanitaires européennes récentes en ce qui concerne la diversité de l'élevage, sous l'effet de déterminants historiques et agronomiques beaucoup plus anciens en ce qui concerne l'autonomie énergétique, très variable d'une exploitation à l'autre et *d'une région à l'autre*.

6.3.2 - Domaine socio-territorial et économique

La fonction de refuge social de l'exploitation, sa capacité de diversification et d'autonomie économique, sa faible dépendance vis-à-vis des soutiens publics à l'agriculture (contrairement aux exploitations intensives occidentales), sa capacité à réduire les risques de grande pauvreté rurale, ne sont pas pris en compte par les mesures européennes liées au « développement durable des zones rurales » (références aux mesures SOP et RDR) reflétant les objectifs européens. Leurs performances sont pourtant élevées dans ces domaines. De même, le capital social détenu par ces exploitants, sous forme de capacité d'entraide, de transmission intrafamiliale et intracommunautaire des savoirs pratiques, demeure masqué si l'on s'en tient aux indicateurs correspondant aux mesures européennes (par une lecture du tableau sur les lignes concernées).

Les objectifs européens ne portent pas sur la reconnaissance et le soutien au potentiel paysan dans ces domaines.

Dans les domaines socio-territoriaux et économiques, les performances se montrent élevées lorsque les objectifs fixés correspondent directement à la logique paysanne d'autonomie (de la famille, de la communauté locale) : transformation de produits fermiers pour l'autoconsommation familiale, diversification des activités rurales, transferts et maintenance du machinisme (limitant le suréquipement et l'usage excessif de la mécanisation).

En revanche, lorsqu'il s'agit de satisfaire une « demande sociale » d'origine urbaine, ou au moins externe à la communauté locale, les performances du groupe « paysan » sont faibles : vente de produits fermiers transformés ou de produits artisanaux à des tiers, agro-tourisme, valorisation touristique du patrimoine bâti, sont des objectifs fixés par les textes-cadres, mais peu pris en charge spontanément par ces exploitations. Ce résultat est explicable : ces domaines intéressent la société dans son ensemble, mais ne constituent pas un enjeu pour une société paysanne locale qui n'incorpore que peu dans les modalités de sa survie des enjeux collectifs qui dépassent l'échelle de la communauté locale.

Ce point de divergence doit être fortement souligné : les solutions agritouristiques, au sens large, sont souvent avancées au niveau européen comme levier quasi incontournable pour

maintenir et développer l'activité rurale en Pologne. Notre analyse montre que les chances de succès de cette option, à court et moyen terme au moins, sont limitées, elle constitue un plaquage de normes occidentales. Nos observations encouragent plutôt à bâtir des solutions fondées sur la satisfaction endogène de besoins des communautés rurales locales à partir de leurs propres ressources, dans le domaine des équipements agricoles et para-agricoles, des services à la personne, du transport de personnes et de marchandises, d'organisation collective locale visant à minimiser les coûts d'équipement individuels... L'appui à de telles solutions reflèterait davantage les stratégies locales et viendrait en appui pour satisfaire de réelles demandes. Les solutions envisagées devraient, pour réussir, être fondées sur le maintien et la consolidation de stratégies d'autonomie, tant économique que matérielle (partage d'équipements de petite taille et adaptés aux stratégies techniques en vigueur, limitant les coûts d'accès) que sociales (entraide dans le domaine des services).

Les performances du groupe d'exploitations étudiées sont par ailleurs restreintes en ce qui concerne l'expression de « standards » de niveau de vie d'origine urbaine dans le mode de vie paysan : possibilité de vacances, de déplacements moyens ou lointains, qualité de l'habitat et de l'équipement domestique : la nécessité d'améliorer ces standards devrait être débattue avec les intéressés. S'agit-il pour eux d'un objectif pressant, ou leur mode de vie, différent des standards urbains occidentaux, leur convient-il ? Nos enquêtes (dont les résultats ne sont pas apparents dans le cadre de cet article) montrent un réel besoin d'amélioration du confort domestique dans les plus petites exploitations : chauffage et équipement sanitaires de base surtout. En revanche, l'accès aux standards de consommation occidentaux est moins nettement revendiqué, l'identité rurale spécifique étant soulignée comme disposant d'autres bénéfices (rendues notamment grâce à l'indicateur « appréciation de la qualité du milieu de vie », au score nettement élevé).

À nouveau, le plaquage de normes devrait céder la place à une expertise plus fine des besoins et demandes locales. Mener cet examen nécessite notamment de mettre à bas la limite séparant artificiellement comptabilités agricoles et familiales. Les aides structurelles au milieu rural devraient sans doute, pour être efficaces, porter sur le soutien à un niveau de vie et à des structures d'équipement bénéficiant aux familles à travers toutes les composantes de leur activité, agricoles comme extra-agricoles, de manière liée. Soutenir l'agriculture bénéficie aux biens d'équipements familiaux ; soutenir l'accès à ces biens d'équipement soulage la capacité d'investissement familial pour l'exploitation.

Appréhender l'activité agricole au même titre que toute activité industrielle (conformément au référentiel « de marché »), indépendamment de la comptabilité familiale, gomme la nature de cette organisation économique qui touche, rappelons le, approximativement 60% des exploitations du pays à notre avis.

Conclusion

Les domaines de discordance, ou de non-rencontre, entre référentiel paysan et référentiel de la multifonctionnalité/durabilité s'expliquent par leur genèse à des échelles sociales distinctes. Le référentiel paysan est un **modèle d'identification** : il est né de la transmission de représentation, de savoirs et de pratiques internes à la société paysanne polonaise, inscrits dans le continuum historique qui fonde l'identité de cette communauté depuis près d'un siècle. C'est un **référentiel primaire et endogène**.

Au contraire, le référentiel de la multifonctionnalité (dans sa définition « normative », liée à la notion de multifonctionnalité) est né en Europe de l'Ouest d'une critique technique, sociale et politique du modèle intensifié/modernisé dominant depuis le début des Trente Glorieuses. C'est un **modèle de rupture** fondé sur une posture réflexive portée d'abord par des mouvements issus de la société civile. Il constitue une prise à parti du secteur agricole et de la politique qui l'accompagne par l'ensemble de la société qui les héberge, il est autrement dit, par rapport à l'adoption d'un modèle agricole dominant, généré de l'extérieur et dans un second temps, c'est un **référentiel secondaire et exogène**. Enfin et surtout, il prend place dans un continuum historique différent, qui a d'abord laissé émerger un modèle intensifié/modernisé occidental qui n'a jusqu'ici jamais été dominant en Pologne.

Si le potentiel de rencontre entre les deux référentiels que nous tentons de croiser est réel dans le registre objectif des faits techniques et microsociaux, il est plus incertain dans le registre historique, politique et sociétal. Alors que le référentiel paysan témoigne du projet d'une société rurale relativement homogène pour elle-même, le référentiel de la multifonctionnalité/durabilité (en particulier tel qu'il est porté par les textes-cadres) représente le projet d'une société hétérogène visant à construire des modalités d'interrelation avec sa composante agricole et rurale. Sans fermer totalement les possibilités d'une convergence dans l'avenir, cette situation explique pour le moment le relatif aveuglement mutuel dont témoignent les paysans polonais et les institutions européennes porteuse d'un projet de multifonctionnalité des zones rurales. Les paysans polonais ne s'identifient pas au projet de

multifonctionnalité, notion quasiment absente de leurs représentations et de leur vocabulaire. Ils ne se reconnaissent pas dans ce modèle de rupture sans lien avec leur propre trajectoire historique. De son côté, l'Union ne perçoit pas clairement le « potentiel multifonctionnel/durable » de l'agriculture polonaise dans sa forme actuelle : il nous a fallu recourir à une batterie d'indicateurs complémentaires à ceux que procuraient les textes-cadre européens pour rendre compte de l'ensemble des performances paysannes.

Le projet européen se traduit en Pologne par un objectif d'intenses restructurations qui met radicalement en jeu l'avenir du modèle paysan, et n'envisage le projet multifonctionnel/durable qu'à moyen terme, autrement dit pour les exploitations qui auront survécu aux restructurations. Prendre en compte le référentiel de la multifonctionnalité, auquel le modèle paysan polonais est objectivement assez conforme techniquement et socialement, conduirait déhiérarchiser profondément les objectifs de politique agricole et structurelle tels qu'ils sont pour le moment définis en Pologne.

Dans cette perspective, le débat nous semble articulé autour de deux axes :

Les institutions européennes et polonaises évolueront-elles de leur approche, dominante, dite « positive » de la multifonctionnalité (subordonnée au référentiel de marché, opposé à la logique paysanne) vers une approche plus radicalement « normative » (fondée sur une approche plus globale des vocations de l'agriculture), ce qui inviterait à une révision des modalités discriminantes de soutien financier en cours pour le moment (les aides, visant globalement à accompagner la restructuration du secteur, restent globalement proportionnelles à la taille des exploitations, les fonds du développement rural encouragent aussi la restructuration et la modernisation des exploitations moyennes et grandes)

Les paysans polonais se montreront-ils peu à peu capables de participer au débat européen concernant leur avenir en tant que groupe social, notamment en revendiquant la parenté entre leurs pratiques historiques et la notion européenne de multifonctionnalité de l'agriculture, ce qui reviendrait à développer les dimensions cognitives et instrumentales du référentiel de politique publique qu'ils véhiculent en germe ?

Dans ce débat, le rôle des « marginaux sécants » [Crozier, Friedberg, 1977] maniant ces deux catégories de représentations, et se montrant capables de les rapprocher dans leur discours politique et social sera sans doute déterminant. Leur capacité à fonder un mouvement social, non cristallisé à ce jour, capable d'œuvrer, en tant que « forum », à l'inflexion du consensus

européen en terme de modèle de développement rural constitue finalement l'enjeu de fond qui émerge de cette analyse.

Bibliographie

Bafoil, F., (2007), *Pologne*, Fayard, 600 p.

Bazin, G., (2003), La PAC contre la multifonctionnalité ?, in *Économie Rurale, La multifonctionnalité de l'activité agricole*, n° 273-274, janvier-avril 2003

Bazin, G., (2007) Politique agricole commune à l'Est - Premiers résultats, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1063, septembre-octobre 2007

Bourdieu, P., (1984), *Questions de sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 1984

Callon, M., (1999), La sociologie peut-elle enrichir l'analyse économique des externalités ? Essai sur la notion de cadrage-débordement, in *Innovations et performances : approches interdisciplinaires*, Paris, Editions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales pp. 399-431

Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dite Commission Brundtland, (1988), *Notre avenir à tous*. Montréal, Ed. du Fleuve.

Commission européenne, (2002-2003), *Guidelines for the switch from SAPARD to postaccession rural development instruments*, 119 p

Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture (DG VI), (juin 1998) *Agriculture situation and prospects in the Central and Eastern European Countries (Working document)*

Commission européenne, Direction générale de l'agriculture, (2002), *Agricultural situation in the candidate countries, Country report on Poland*

Commission européenne, Direction générale de l'agriculture, (2002), *Regular report on Poland's progress towards accession*

Crozier, M., Friedberg, F., (1977), *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Éditions du Seuil.

Darrot, C., (2007), La voie paysanne polonaise, une chimère déconcertante pour l'Europe « Centre, *Revue AutrePart*, IRD (article en cours d'évaluation)

Darrot, C., Mouchet, C., (2005), La paysannerie polonaise peut-elle être moderne et durable ?, in *Ecologie et Politique (Paysans malgré tout !)*, Deléage, E. (dir.), Editions Syllepse, n° 34, décembre 2005, 184 p.

Desfontaine, Jean-Pierre, L'agronomie : discipline et interdiscipline, in Jollivet, Marcel (dir), *Sciences de la nature, sciences de la société, les passeurs de frontières*, (1992), CNRS éditions, Paris

Fouilleux, Eve, Entre production et institutionnalisation des idées. La réforme de la politique Agricole Commune, in *Revue française de science politique*, (2000), volume 50, numéro 2, pp. 277-306

Jobert, Bruno, (1992), Représentations sociales, controverses et débat dans la conduite des politiques publiques, in *Revue française de science politique*, vol. 42, numéro 2, pp. 219-234

Halamska M., (2007), Les « quasi-paysans » polonais dans l'Union Européenne. Quel avenir pour cette petite paysannerie ?, *Séance à l'Académie d'Agriculture de France*, 20 juin 2007, 19p.

Halamska, M., (2004), A different end of the Peasants ? in *Polish sociological review*, 3(147) pp.245-268

Massot-Marti, (2002), A., *Le paradigme multifonctionnel : outil et arme dans la renégociation de la PAC*, Colloque Société Française d'Économie Rurale, 21 et 22 mars 2002, Paris

Mendras, Henri, (2000), L'invention de la paysannerie, un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre, *Revue française de sociologie*, n° 41-3, 2000, pp. 539 :552

Minsitère de l'Agriculture et du Développement Rural, Varsovie, (2006), *Restructuring and modernisation of the food sector and rural development 2004-2006*, 166 p.

Minsitère de l'Agriculture et du Développement Rural, Varsovie, (2005), *Rural Development plan for Poland 2004-2006*, 206 p.

Muller, Pierre, (2000), L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique, in *Revue française de science politique*, volume 50, numéro 2, pp. 189-208

Muller, Pierre, (2005), Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique, structures, acteurs et cadres cognitifs, in *Revue française de science politique*, vol. 55 n° 1, pp. 155:187

Sébillotte, Marcel, (1974), Agronomie et agriculture. Essai d'analyse des tâches de l'agronome, *Cahiers de l'Orstom série Biologie*, n° 24, pp.3-25

Tchayanov, A., (1990), *L'organisation de l'économie paysanne*, Librairie du regard (Première édition 1926)

Tepicht, J., (1973), *Marxisme et agriculture : le paysan polonais*, Armand Colin, Paris, 251 p.

Weber, M., (1951), *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, Mohr, J. Winkelmann (Ed.).

Zahm, F., Viaux, P., Vilain, L., Girardin, P., Mouchet, C., (2004), *La méthode IDEA (Indicateur de Durabilité des exploitations Agricoles) : une méthode de diagnostic pour passer du concept de durabilité à son évaluation à partir d'indicateurs.*, PEER conférence, 17-18 novembre 2004, Helsinki.